

## Discours du Général Moussa Traoré à l'occasion du 1er Mai PARVENIR A L'ECLOSION ET A LA PLEINE UTILISATION DE NOS POTENTIALITES CREA- TRICES EST UNE TACHE PRIORITAIRE POUR NOTRE PEUPLE

Les travailleurs du monde s'apprêtent à célébrer avec une ferveur toute particulière, le CENTIEME ANNIVERSAIRE du jour et de l'événement qu'ils ont choisi de consacrer à la gloire et à la pérennité de leur lutte pour un monde de justice sociale, où le travail efficace et prospère apportera à tous, la qualité de vie souhaitée.

A cette occasion solennelle, j'adresse mes très vives félicitations aux travailleurs du MALI, et je réaffirme l'intérêt soutenu que le PARTI et le GOUVERNEMENT portent à leur organisation et à leur mission.

Sur le plan national, le PREMIER MAI 1986 intervient dans un contexte socio-politique marqué par des événements de très grande portée.

En effet, la QUATRIEME SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL NATIONAL DE L'UNION DEMOCRATIQUE DU PEUPLE MALIEN vient de s'achever. Elle a, à travers ses pertinentes et courageuses résolutions, suscité au sein de nos populations, un immense espoir. Elle a créé le cadre privilégié d'une vaste mobilisation que nous sommes tous attelés à consolider sur les fronts militants de la production et de l'amélioration des revenus des laborieuses populations.

Par ailleurs, du SIXIEME CONGRES ORDINAIRE DE L'UNION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DU MALI, L'ORGANISATION SYNDICALE est sortie plus unie et plus déterminée à lutter contre le sous-développement et les maux qu'il engendre.

En considérant ces événements, il est permis d'affirmer que le rôle dévolu aux travailleurs est considérable, et je ne doute pas qu'ils sauront l'assumer avec honneur et efficacité. C'est à cela que les appellent ardemment les pertinentes RESOLUTIONS DU CONSEIL NATIONAL DE L'UNION DEMOCRATIQUE DU PEUPLE MALIEN.

Je sais que le contexte international défavorable et les contre-performances de l'économie nationale — aggravées par des pratiques spéculatives — ont beaucoup affecté le pouvoir d'achat des travailleurs.

TRAVAILLEURS DU MALI, C'est le lieu de rendre hommage à votre traditionnel esprit de sacrifice, au rôle irremplaçable que vous avez tenu dans l'émancipation de notre peuple, aux efforts considérables que vous déployez dans la poursuite du développement économique et social de notre pays.

Au-delà du rite et du circonstanciel, je tiens à vous en féliciter chaleureusement, et à vous exhorter à persévérer dans l'effort pour ouvrir de nouveaux horizons à notre peuple.

Je voudrais à présent vous appeler à poursuivre opiniâtrement des combats plus ardues et plus complexes que, solidai-



L'effort de restructuration du Secteur d'Etat doit être poursuivi

rement et dans l'intérêt de notre peuple, nous devons mener à bonne fin, avec courage et détermination.

Il s'agit pour nous de réaliser un développement harmonieux qui intègre les préoccupations véritables de nos populations, et qui tire son dynamisme de leur ardeur et de leur volonté d'évoluer ensemble vers des objectifs qu'elles jugent prioritaires.

Il s'agit aussi pour nous d'engager toutes les énergies disponibles dans le sens de l'accroissement de la production dans tous les secteurs, et de restaurer notre capacité d'assurer l'autosuffisance alimentaire.

Quant au redressement économique et financier, il sera le résultat de notre aptitude à nous organiser, à nous adapter positivement aux changements qualitatifs qu'implique le progrès social et économique.

Le SECTEUR D'ETAT connaît toujours des difficultés. L'effort de restructuration est certes douloureux mais il est nécessaire et, comme tel, il doit être poursuivi et soutenu par tout le peuple.

Nous accommoder de la situation actuelle, c'est nous détourner de l'avenir et le compromettre irrémédiablement.

Tous nos problèmes doivent être analysés objectivement pour dégager des solutions pertinentes et efficaces.

Il y va de notre crédibilité et de notre aptitude à gérer le patrimoine commun.

Le ralentissement des investissements productifs, certains facteurs à la fois internes et externes, ont gravement assombri le tableau de l'emploi.

Nous devons lever TOUS ensemble ce défi collectif, en secourant énergiquement tous les complexes stérilisants, notre référence, en la matière, devant être la production dans tous les domaines.

L'INITIATIVE PRIVEE devra se libérer, s'épanouir et s'investir dans les secteurs de la production pour valoriser les immenses ressources que recèle notre pays.

C'est à ce prix que nous construirons, pour notre peuple et singulièrement pour notre Jeunesse un présent stable, et jeterons les bases d'un avenir prometteur.

Parvenir à l'éclosion et à la



L'initiative privée devra se libérer et s'épanouir

pleine utilisation de nos potentialités créatrices, est une tâche prioritaire pour notre peuple. C'est en nous-mêmes que nous devons puiser les ressources physiques, intellectuelles et morales nécessaires pour assurer notre développement et notre épanouissement.

C'est à la réalisation de cette tâche grandiose, que j'invite tous les Maliens et particulièrement les TRAVAILLEURS, principaux créateurs de richesses.

TRAVAILLEURS DU MALI, Cette journée de la solidarité internationale des travailleurs, se place aussi sous le signe de la PAIX. En effet, L'ORGANISATION DES NATIONS-UNIES a consacré L'ANNEE 1986 à la PAIX.

Une PAIX TOTALE ET DURABLE qui nous permettra de nous consacrer entièrement à nos

multiples tâches de développement.

Une PAIX EFFECTIVE éteignant les feux allumés sur des Fronts, où l'Homme ne demande qu'à travailler dans la quiétude.

En ce jour de signification profonde pour tous les Travailleurs du Monde, nos pensées vont particulièrement à ceux qui luttent pour la sauvegarde de leurs droits fondamentaux, et pour le respect de leur dignité.

CHERS COMPATRIOTES,

En gardant notre Foi profonde au travail bien fait et en persévérant dans l'effort quotidien, il ne fait aucun doute que nous remporterons de nouvelles victoires.

VIVENT LES TRAVAILLEURS DU MALI !

VIVE LE MALI DANS UNE AFRIQUE UNIE ET PROSPERE !

### CIRCULAIRE N° 5 PG. RM

## POUR DES DONNEES COMPTABLES FIABLES ET UNE BONNE GESTION DU PERSONNEL DE L'ETAT

A Tous Ministres  
— Gouverneurs de Régions  
— Chefs de Services Nationaux et semi-publics.

Les contrôles effectués en 1985 auprès de divers Services Publics et Organismes Personnalisés ont révélé un développement grave des actes de mauvaise gestion, caractérisés par le désordre et l'improvisation.

Ces contrôles révèlent que :

- 1°) — les règles élémentaires de tenue de la comptabilité ne sont pas respectées.
- 2°) — les dispositifs de contrôle interne et de contrôle des consommations n'existent pas ou sont insuffisants ;
- 3°) — les archives sont mal tenues ;
- 4°) — les nominations et promotions sont effectuées en règle générale sur des bases discrétionnaires, ignorant le mérite, les règles de carrière et l'équité.

La non fiabilité des données comptables et la mauvaise gestion du personnel de l'Etat créent une situation propice à toutes formes de malversations et de détournements de biens

publics, qu'elle ait été créée intentionnellement ou non.

Je vous invite chacun à prendre sans délai toutes les mesures immédiates nécessaires pour remédier à cette situation et dans tous les cas à entreprendre toutes études nécessaires pour améliorer la situation.

Ces études et mesures viseront particulièrement :

AU NIVEAU COMPTABLE ET FINANCIER :

- 1) — à veiller à ce que la comptabilité matière soit effectivement tenue en conformité avec le décret n° 67/PG-RM du 17 Avril 1977 ;
- 2) — à veiller à ce que tous les documents de base de la comptabilité (brouillards, journaux etc...) soient correctement tenus, à ce que les pièces justificatives soient toujours disponibles, et la gestion des quittances soit maîtrisée ;
- 3) — à prendre toutes les dispositions requises pour que les Informations comptables circulent normalement ;
- 4) — à maîtriser les dépenses de fonctionnement en fixant des normes de consommation et en

consignant dans les registres appropriés les différents mouvements ;

- 5) — à améliorer les dispositifs de contrôle interne et la gestion des archives ;

AU NIVEAU DE LA GESTION DU PERSONNEL,

- 6) — à veiller à ce que les notations et promotions soient basées principalement sur des critères de performance à établir à tous les niveaux de l'Administration, et à ce que les nominations reposent sur une adéquation du profil des candidats à la description des postes à pourvoir ;
- 7) — à appliquer avec la plus grande rigueur les sanctions prévues par la réglementation.

J'attache la plus grande importance à l'exécution des présentes Instructions en vue d'instaurer plus de rigueur dans la gestion des biens publics et des agents de l'Etat.

J'invite tous les Ministres et Gouverneurs à me rendre compte, avant le 30 Juin 1986, des mesures prises à cet effet au niveau de leur département ou région.